

Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire

Economie solidaire

Propositions pour un autre modèle de développement

Coordonné par Manon Boulianne, Humberto Ortiz et Laurent Fraisse

Cahiers de propositions pour le XXI^e siècle – éditions Charles Léopold Mayer

[page de copyright - + n°19]

Les cahiers de propositions pour le XXI^e siècle

Les cahiers de propositions forment une collection de petits livres regroupant, dans chacun des domaines déterminants pour notre avenir, les propositions qui auront semblé les plus pertinentes pour mettre en œuvre dans nos sociétés les ruptures et les évolutions nécessaires à la construction d'un XXI^e siècle plus juste et plus soutenable. Leur objectif est de stimuler un débat sur ces questions aussi bien au niveau local qu'au niveau mondial.

Les grandes mutations que l'on regroupe sous le terme de "mondialisation" constituent, en elles-mêmes, autant de chances de progrès que de risques de voir s'accroître les inégalités sociales et les déséquilibres écologiques. L'essentiel est de ne pas laisser les grands acteurs politiques et économiques conduire seuls ces mutations. Trop prisonniers de leurs propres logiques de court terme, ils ne pourront que nous mener à une crise mondiale permanente, devenue manifeste depuis les attentats du 11 septembre aux Etats-Unis.

C'est pourquoi l'Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire [voir annexe] a lancé l'idée, au cours des années 2000 et 2001, d'un processus de collecte et d'identification de propositions émanant de différents mouvements et organisations, de différents acteurs de la société, de différentes régions du monde. Ce travail s'est déroulé au moyen de forums électroniques, et a été ponctué par une série d'ateliers ou de rencontres au niveau international, qui ont abouti la présentation, à l'occasion de l'Assemblée Mondiale des Citoyens tenue à Lille (France) en décembre 2001, d'une soixantaine de textes de propositions.

Ce sont ces textes, éventuellement complétés et mis à jour, qui sont maintenant publiés par un réseau d'éditeurs associatifs et institutionnels en 6 langues (anglais, espagnol, portugais, français, arabe et chinois) et dans 7 pays (Pérou, Brésil, Zimbabwe, France, Liban, Inde, Chine). Ces éditeurs travaillent ensemble pour les adapter aux différents contextes culturels et géopolitiques, afin que les cahiers de propositions suscitent dans chacune de ces régions du monde un débat le plus large possible, et qu'ils touchent les publics auxquels ils ont destinés, que ce soit les décideurs, les journalistes, les jeunes ou les mouvements sociaux.

Les premiers cahiers publiés

n°1 - **Education à l'environnement : 6 propositions pour agir en citoyens**

Coordonné par Yolanda Ziaka, Christian Souchon et Philippe Robichon
Paru en français, anglais, portugais et espagnol. A paraître en chinois

n°2 - **Sauver nos Sols pour Sauvegarder nos Sociétés (SOS2)**

Coordonné par Rabah Lahmar, Alain Ruellan et Mireille Dosso
Paru en français, anglais et espagnol. A paraître en arabe et chinois

n°3 – Nutrition et politiques publiques : propositions pour une nouvelle approche des enjeux alimentaires

Coordonné par Geneviève Le Bihan, Bernard Maire et Bertrand Delpeuch
Paru en français, portugais et espagnol. A paraître en anglais et chinois

n°4 – Le temps et ses usages : propositions pour un développement soutenable

Coordonné par Nicolas de Rauglaudre
Paru en français. A paraître en anglais, portugais et en chinois

n°5 – Repenser la gestion de nos sociétés : 10 principes pour la gouvernance du local au global

Coordonné par Pierre Calame
Paru en français, portugais et espagnol. A paraître en anglais, arabe et chinois

n°6 – Refuser la privatisation du vivant : propositions pour contrôler et réguler les biotechnologies

Coordonné par Robert Ali Brac de la Perrière
Paru en français et espagnol. A paraître en anglais, portugais et chinois

n°7 – Pour une gouvernance mondiale efficace, légitime et démocratique

Coordonné par Pierre Calame
Paru en français, portugais et espagnol. A paraître en anglais, arabe et chinois

n°8 – Réforme de l'université : propositions pour penser la culture au XXI^e siècle

Coordonné par l'Association pour la Pensée Complexe
Paru en français. A paraître en anglais et chinois

n°9 – Commerce équitable : pour des échanges solidaires au service du développement durable

Coordonné par Pierre Johnson
Paru en français, espagnol et portugais. A paraître en anglais, arabe et chinois

n°10 – Dialogue interreligieux : propositions pour construire ensemble

Coordonné par Jean Fischer et John Taylor
Paru en français. A paraître en espagnol, anglais et chinois.

n°11 – La pêche en eau trouble ? Propositions pour une gestion durable des ressources marines

Collectif international d'appui aux pêcheurs artisans et travailleurs de la pêche et Forum mondial des pêcheurs et travailleurs de la pêche
Paru en français. A paraître en anglais, espagnol et chinois

n°12 – Changer de regard : les propositions des femmes pour une société plus juste et plus solidaire

Coordonné par Nadia Aissaoui, Caroline Brac de la Perrière, Cécile Sabourin et Josée Belleau
Paru en français et en arabe. A paraître en anglais et chinois

n°13 – **Jeunes : actions et propositions pour le monde de demain**
Chantier jeunes de l'Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire
Paru en français. A paraître en anglais et chinois

n°14 – **Formation des leaders sociaux : pour des savoirs et des pratiques au service du changement social**

IEE – Instituto de estudios ecuatorianos
Paru en français et espagnol. A paraître en anglais, portugais et chinois

n°15 – **Territoires : penser localement pour agir globalement**

Coordonné par Pierre Calame, Paul Maquet Makedonski et Ina Ranson
Paru en français.

n°16 – **L'entreprise au-delà du profit ? Propositions pour une responsabilité sociale**

Coordonné par Martial Cozette, Yves de Bretagne et Elisabeth Bourguinat
Paru en français. A paraître en espagnol.

n°17 – **Une finance solidaire pour retisser les liens sociaux**

Coordonné par coordonné par Renée Chao Beroff, Antonin Prébois et Morgane Iserte
Paru en français. A paraître en espagnol.

n°18 – **Réinventer l'Etat. Propositions pour repenser l'action publique à l'ère de la mondialisation**

Coordonné par Delphine Astier, Djeneba Ouadeba, Mélanie Sévin, Monzon Traoré, avec l'appui de Pierre Judet
Paru en français. A paraître en espagnol.

n°19 – **Economie solidaire. Propositions pour un autre modèle de développement**

Coordonné par Manon Boulianne, Laurent Fraisse et Humberto Ortiz
Paru en français. A paraître en anglais, arabe, espagnol et chinois.

n°20 – **Pour une finance soutenable au service du bien commun**

Coordonné Paul H. Dembinski, Observatoire de la finance
Paru en français. A paraître en arabe et espagnol.

En d'autres langues que le français

Société de l'information, société de la connaissance : la nécessaire maîtrise d'une mutation

Coordonné par Valérie Peugeot
A paraître en anglais, portugais et chinois. Une version longue en a été publiée dans la collection "Dossier pour un débat" sous le titre Réseaux électroniques, réseaux humains.

L'art et l'identité culturelle dans la construction d'un monde solidaire

Coordonné par Hamilton Faria et Pedro Garcia
Paru en portugais et anglais.

Une diversité culturelle interculturelle à l'époque de la globalisation

Coordonné par Agustí Nicolau Coll

Paru en portugais et en anglais.

Forêts du monde. Propositions pour la soutenabilité

Coordonné par Luís Felipe Cesar

Paru en portugais

Tous ces textes, ainsi que ceux qui sont encore à paraître, sont disponibles sur le site internet de l'Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire [voir la liste en annexe] :

<http://www.alliance21.org/fr/proposals>

Sommaire

- PRÉAMBULE..... 8**
- DES INITIATIVES CITOYENNES DANS UN MONDE EN CRISE..... 9**
- PROPOSITIONS 12**
 - 1. CONSTRUIRE DES CONCEPTS ET DES INDICATEURS (PLURIDIMENSIONNELS) DE RICHESSE ET D'ÉTAT DE L'ÉCONOMIE POUR UN AUTRE MODÈLE DE DÉVELOPPEMENT ET UNE AUTRE MONDIALISATION..... 12
 - 2. CONSOLIDER LES EXPÉRIENCES RÉUSSIES ET METTRE EN PLACE DES SYSTÈMES DE PRODUCTION-DISTRIBUTION-CONSOMMATION DURABLES ENTRE LES DIFFÉRENTES COMPOSANTES DE L'ÉCONOMIE SOLIDAIRE AUX PLAN LOCAL, NATIONAL ET INTERNATIONAL. 14
 - 3. PROMOUVOIR UNE RECONNAISSANCE DE L'ÉCONOMIE SOLIDAIRE COMME ÉLÉMENT ESSENTIEL D'UN DÉVELOPPEMENT DURABLE PLURIDIMENSIONNEL. 15
- QUATRE SCÉNARIOS POUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'ÉCONOMIE SOLIDAIRE 18**
- ANNEXE. LANCEMENT DU CHANTIER "VISION GLOBALE D'UNE SOCIO-ÉCONOMIE SOLIDAIRE " 26**
- BIBLIOGRAPHIE..... 29**
- L'ALLIANCE POUR UN MONDE RESPONSABLE, PLURIEL ET SOLIDAIRE 31**
- LE PÔLE SOCIO-ÉCONOMIQUE DE SOLIDARITÉ 34**
- LES CAHIERS DE PROPOSITIONS SUR INTERNET 37**
- LES ÉDITEURS PARTENAIRES..... 39**
- SUR LE MÊME SUJET AUX ÉDITIONS CHARLES LÉOPOLD MAYER..... 41**

Préambule

Des initiatives citoyennes dans un monde en crise

Bien que les contextes nationaux et continentaux puissent être fort différents, les pays du Nord comme ceux du Sud font aujourd'hui face à des défis communs. Le modèle hégémonique de développement économique, ancré dans la globalisation du capitalisme, semble arriver à ses limites. S'il permet des taux modérés de croissance économique, il conduit également à des taux de plus en plus alarmants de chômage et de sous-emploi, ce qui fait que l'on assiste à un accroissement des inégalités sociales et économiques à l'intérieur de chaque pays, entre pays et entre blocs continentaux. La crise des mécanismes de sécurité sociale, le désespoir des jeunes dont les attentes sont déçues et l'exclusion économique et sociale de millions de personnes accompagnent le déploiement du modèle néolibéral de développement. Par ailleurs, ce dernier exerce des pressions croissantes sur la biosphère, menaçant la survie de milliers d'espèces végétales et animales. Avec de tels déséquilibres structurels, la marmite est devenue explosive.

Les solutions individuelles et à court terme ne suffisent plus. Voilà pourquoi nous avons souhaité réfléchir à un nouveau modèle de développement axé sur l'être humain, la justice sociale et la durabilité, ancré dans une éthique partagée devant se concrétiser dans une régulation socio-économique renouvelée. Une vision dans laquelle l'économie tout entière soit repensée. Un modèle dans lequel l'économie solidaire trouve une place légitime, alors qu'actuellement elle se situe à la marge.

En effet, face aux déséquilibres mentionnés précédemment, les innovations socio-économiques solidaires se multiplient sur tous les continents, à l'initiative des classes populaires exclues de la production et de la consommation marchande ou à celle de classes moyennes soucieuses d'améliorer les services à la vie quotidienne. Au cours des dernières décennies, partout dans le monde, des femmes et des hommes se sont alliés au sein de milliers de réseaux informels, d'associations, d'organisations non gouvernementales ou d'entreprises collectives afin de développer des réponses aux défis posés par le renouveau des inégalités sociales dans le contexte de la mondialisation, et ce dans les domaines de l'éducation, de la santé, du logement, de l'alimentation, de l'emploi, etc.

C'est ainsi que l'on trouve aujourd'hui une diversité de pratiques, dont certaines renvoient à des "moments" particuliers de la chaîne production-échange-consommation (microcrédit pour le démarrage de micro-entreprises, finance solidaire, coopératives de travailleurs, systèmes d'échange local, commerce équitable, production familiale de subsistance réalisée par les femmes, cuisines collectives, par exemple), d'autres à des mouvements d'acteurs sociaux spécifiques (associations paysannes, de femmes, de jeunes, de chômeurs, de résidents d'un quartier). Certaines se situent à un premier niveau d'action, tandis que d'autres sont des initiatives qui chapeautent ou relient à un second ou à un troisième degré les initiatives de la base (regroupements d'organisations locales,

d'organisations pour la production de labels commerciaux équitables ou biologiques, réseaux informatiques). Certaines sont complètement autonomes et autogérées, d'autres se réalisent en partenariat avec le secteur public (programmes et entreprises d'insertion, centre de travail adapté, gestion urbaine participative, etc.).

Même si plusieurs de ces expériences sont inédites, la plupart reposent plutôt sur un renouvellement ou une redécouverte de pratiques qui ont été marginalisées par la science économique formelle, mais qui sont néanmoins demeurées bien vivantes, même dans un contexte d'expansion du capitalisme. Les pratiques coopératives et mutuelles, par exemple, ont émergé avec le capitalisme industriel au XIXe siècle. En Europe occidentale et au Québec, elles ont d'abord été désignées par le terme d'"économie sociale" ; les pratiques développées au cours des dernières décennies pour assurer des services aux personnes qui répondent à de nouveaux besoins liés à la transformation des économies et de l'État providence, sont plutôt qualifiées d'économie solidaire ou de nouvelle économie sociale. En Amérique latine et en Afrique, on utilise la notion d'économie populaire pour faire référence aux pratiques monétaires et non monétaires, souvent "informelles", s'inscrivant d'abord dans une logique de subsistance, ainsi que la notion d'"économie du travail" (qui contraste avec l'économie du capital), qui met en relief les efforts individuels ou collectifs de création d'activités qui génèrent des revenus ou qui contribuent à réduire le coût des biens et des services de base (aliments, logement, médicaments, etc.). Réalisées sous des modalités basées sur le partage des connaissances, de la technologie ou des marchés, ces pratiques peuvent être qualifiées d'économie solidaire du travail. On voit donc qu'il existe diverses conceptions de l'économie sociale et solidaire, qui reflètent l'ancrage local et culturel des pratiques socio-économiques.

Au Nord, l'économie solidaire interpelle l'État social en répondant à de nouveaux besoins non couverts et interroge l'administration publique et privée sur la qualité de ses services et la prise en compte de l'utilisateur. Cette exigence d'anticipation des besoins, de qualité et de participation des usagers, loin d'impliquer une remise en cause de l'engagement financier de l'État, suppose une ouverture de celui-ci à la négociation et à la gestion partagée avec les réseaux de la société civile. L'intégration de l'économie solidaire par certains gouvernements locaux au Brésil et en France, la création d'un Secrétariat d'État à l'Économie solidaire dans le gouvernement Lula, la mise en place de Chantiers d'économie sociale au Québec ou en Belgique sont autant de signes encourageants en ce sens. Au Sud, l'économie solidaire participe à la construction d'un État social défaillant. Les mouvements de décentralisation économique et politique peuvent y constituer des opportunités pour inventer des modalités de régulation et des cadres juridiques qui reconnaissent officiellement l'économie solidaire (inscriptions de l'économie solidaire dans les plans locaux de développement, fiscalité appropriée aux entreprises sociales, ouverture des marchés publics, contractualisation durable avec les collectivités territoriales, budgets participatifs, etc.).

Bref, si la crise est profonde, nous pensons également que la conjoncture internationale indique des ouvertures au sein des organisations internationales (comme le Programme des Nations unies pour le développement ou l'Organisation mondiale du travail), des États nationaux, des gouvernements

locaux, ouvertures à partir desquelles il faut construire. Ainsi, même si les initiatives solidaires demeurent marginales et sont souvent méconnues, elles ne sont pas pour autant dénuées de valeur et de puissance heuristique pour imaginer un nouveau modèle de développement. Il importe de les faire valoir et de les partager, de manière à en dégager les leçons qui s'imposent, pour aller plus loin dans la structuration d'une économie alternative à l'économie capitaliste développée dans le modèle néo-libéral.

Enfin, la mise en place de mécanismes de régulation démocratiques et solidaires suppose une vigilance vis-à-vis des risques d'instrumentalisation des initiatives de l'économie solidaire par les gouvernements locaux et nationaux, de même que par les institutions multilatérales. En effet, elles peuvent devenir les outils d'une gestion à moindre coût des impacts sociaux et politiques de la mondialisation du capitalisme. Face aux difficultés quotidiennes de survie de leurs activités, les acteurs de l'économie solidaire peuvent être tentés d'accepter une stratégie d'adaptation à la globalisation où l'économie solidaire serait réduite à un "tiers secteur" de survie des plus pauvres, sans remettre en cause les logiques dominantes de la globalisation néo-libérale que sont le démantèlement des États sociaux et le développement des marchés financiers.

Propositions

Faire de l'économie solidaire l'élément central d'un développement basé sur une autre mondialisation

L'économie solidaire désigne l'ensemble des activités de production, distribution et consommation contribuant à la démocratisation de l'économie à partir d'engagements citoyens au niveau local comme global. Elle se pratique, sous des modalités variées, sur tous les continents. Elle recouvre les différentes formes d'organisation dont se dote la population pour créer ses propres ressources de travail ou pour accéder à des biens et services de qualité, dans une dynamique solidaire qui articule les intérêts individuels à l'intérêt collectif. En ce sens, l'économie solidaire n'est pas un secteur de l'économie, mais une démarche globale qui recouvre des initiatives dans la plupart des secteurs de l'économie.

Parce qu'elle s'inscrit dans une logique autre que celle de la maximisation de la valeur ajoutée ou la thésaurisation, l'économie solidaire interroge la représentation dominante de la société de marché et de la place des personnes dans cette société. Comme projet à défendre et à promouvoir, elle se veut alternative au modèle du développement capitaliste s'appuyant sur le néo-libéralisme.

Les propositions principales ont donc trait aux représentations conceptuelles, aux pratiques des individus, des groupes et des organisations de l'économie solidaire ainsi qu'aux moyens de pression à exercer sur les institutions politiques et économiques locales, nationales et internationales.

1. Construire des concepts et des indicateurs (pluridimensionnels) de richesse et d'état de l'économie pour un autre modèle de développement et une autre mondialisation.

Pour nous, les notions d'économie solidaire et de développement sont intimement liées. Nous critiquons la conception néo-libérale de l'économie, pour laquelle le développement se réduit à la croissance du Produit intérieur brut (PIB), où la société par capitaux est la seule organisation économique légitime et où l'économie de marché est considérée comme l'unique modèle efficace pour produire, échanger et distribuer les richesses. Nous considérons qu'il faut (re)penser le développement en lui reconnaissant plusieurs dimensions : politique, sociale, économique, culturelle, écologique, éthique.

Cette perspective suppose de considérer les activités solidaires non monétaires, dont le travail domestique, comme l'un des piliers du développement durable et solidaire – il est également central dans l'économie capitaliste, mais il y est structurellement subordonné. Elle appelle aussi à une remise en question d'autres catégories économiques établies, comme la notion de valeur, qui ne reconnaît que celle des marchandises ayant un prix sur le marché monétaire, ou

encore celle de richesse, strictement axée sur le Produit intérieur brut et reposant sur des outils comptables strictement monétaires. Les représentations d'une économie limitée au couple État/marché demeurent encore largement dominantes chez les décideurs politiques, les acteurs de la société civile et l'opinion publique générale. Il importe de les rendre conscients de l'existence d'une économie plurielle.

Relever le défi d'une mondialisation solidaire implique également la recherche de niveaux appropriés de démocratie dans la prise de décisions. Dans ce cas, il s'agit de passer d'une logique selon laquelle "le Nord aide le Sud", parce qu'il a plus ou parce qu'il connaît mieux, à une logique selon laquelle le Nord et le Sud, mais aussi l'Ouest et l'Est, se considèrent parties prenantes d'un projet commun de transformation à l'échelle planétaire. Un tel engagement implique des changements culturels au Nord et au Sud, à l'Est et à l'Ouest. Le commerce équitable, de même que les projets d'intercoopération des associations coopératives internationales avec les pays de l'Europe de l'Est, indiquent que des initiatives concrètes sont déjà engagées dans cette voie. Cette perspective a donc des implications importantes sur la coopération internationale pour le développement.

Dans une économie mondialisée, le poids des multinationales et des entreprises transnationales qui peuvent mettre en concurrence les territoires et les États exige de nouvelles formes de régulation, ce qui pose notamment la question de la responsabilité sociétale des entreprises vis-à-vis de l'environnement, incluant l'environnement humain. A ce niveau, le souhait des acteurs de l'économie solidaire d'élargir les critères d'évaluation des performances des entreprises rejoint les interpellations de la société civile sur la responsabilité sociale et environnementale des multinationales. Travailler à l'élargissement de codes éthiques alternatifs que les entreprises privées à but lucratif comme les entreprises sociales/solidaires s'engageraient à respecter est aussi une manière de faire alliance avec les acteurs économiques qui cherchent à promouvoir dans leurs pratiques d'entreprise le respect des droits économiques, sociaux, culturels et environnementaux dans le cadre général des droits humains.

On le voit bien, l'économie solidaire questionne les principes de base de l'économie capitaliste et des rapports politiques qu'elle engendre. Elle appelle à un travail sur les représentations de l'économie, du développement, de la richesse, et à ce titre nous proposons de :

Proposition

Construire des cadres théoriques et des instruments méthodologiques pour analyser, mesurer et valoriser les spécificités des activités de l'économie solidaire, comme leurs finalités sociales et environnementales, leur aptitude à mutualiser les ressources et les risques, leur fonctionnement démocratique et participatif, la dimension non monétaire du travail familial ou celui des bénévoles et usagers. Notamment, développer des cadres juridiques adéquats pour promouvoir des relations équitables à l'intérieur de l'économie familiale, en reconnaissant l'apport des femmes et des enfants.

Proposition

Consolider des indicateurs non monétaires complémentaires au Produit intérieur brut (PIB) afin de rendre compte de la diversité des formes de richesses produites.

Proposition

Analyser et systématiser les expériences et/ou les propositions significatives de l'économie solidaire comme alternative au modèle de développement actuel. Finances solidaires, commerce équitable, services de proximité, agriculture durable, gestion urbaine par les habitants, restaurants interculturels, systèmes d'échanges locaux... sont autant de tentatives concrètes de répondre collectivement à de nouveaux besoins sociaux tout en cherchant à faire de l'économie autrement.

Proposition

Repenser la coopération internationale à partir du paradigme de la solidarité (producteurs/consommateurs, travailleurs/entrepreneurs) plutôt que celui de l'aide financière ou technique.

Proposition

Élargir les critères d'évaluation des entreprises (qu'elles soient privées, publiques ou relevant de l'économie solidaire) en intégrant les impacts sociaux et environnementaux de leur activité et en proposant des codes d'éthique alternatifs.

2. Consolider les expériences réussies et mettre en place des systèmes de production-distribution-consommation durables entre les différentes composantes de l'économie solidaire aux plan local, national et international.

La capacité de l'économie solidaire à peser sur un modèle de développement alternatif au modèle néo-libéral dépend largement de sa capacité à renforcer ses réseaux et à consolider son assise économique. Aujourd'hui, les activités de l'économie solidaire sont sectorisées : finance solidaire, commerce équitable, services de proximité, cuisines collectives, systèmes d'échanges locaux, monnaies sociales, coopératives bio, etc. Si la connaissance des pratiques de chacune des composantes qui aujourd'hui se reconnaissent peu dans l'économie solidaire comme identité commune progresse rapidement, les échanges économiques de services et de savoir-faire demeurent insuffisamment développés. C'est pourquoi il faut promouvoir les synergies entre consommation, production, technologies, financement, échanges de services et commercialisation solidaire. Les acteurs de l'économie solidaire de l'Amérique latine appellent de leurs vœux la création d'un "marché solidaire", là où l'unité d'un "tiers secteur" en Europe passerait plus aujourd'hui par des aménagements législatifs et juridiques visant la reconnaissance des spécificités de l'économie solidaire.

Dans une perspective où les différents étages (local, régional, national et international) d'une économie solidaire mondialisée se construisent et s'appuient les uns sur les autres, le "premier développement", qui se réfère à la production, aux échanges et à la consommation réalisés dans une dynamique de proximité,

revêt une importance particulière. Sans vouloir le transformer en image utopique ancrée dans une vision nostalgique du passé, nous réaffirmons son intérêt comme paradigme qui permet de penser autrement, en les renversant, les processus très concrets que nous visons justement à transformer. Ainsi, de manière générale, l'économie solidaire doit être considérée comme élément moteur d'une dynamique économique selon laquelle la consommation (réalisée localement) doit déterminer la production (organisée globalement), et non l'inverse comme le veut la dynamique liée à la globalisation capitaliste. C'est pourquoi nous proposons de :

Proposition

Développer des espaces d'échange et de solidarités entre les différentes composantes de l'économie solidaire se trouvant sur un même territoire, de manière à ce que les actions soient complémentaires et facilitent le renforcement des unités économiques autogérées (avec, notamment, l'intégration d'éléments financiers et technologiques).

Proposition

Articuler les différentes formes et secteurs de l'économie solidaire du niveau local au niveau global en renforçant les expériences et les réseaux à travers des circuits d'économie solidaire, en liaison et en relation avec d'autres acteurs économiques, politiques et sociaux sur des territoires spécifiques.

Proposition

Inventer de nouveaux modes de contractualisation et de financement entre l'économie solidaire et les pouvoirs publics et/ou le secteur privé, en créant notamment des mécanismes novateurs pour rétribuer le travail non rémunéré.

3. Promouvoir une reconnaissance de l'économie solidaire comme élément essentiel d'un développement durable pluridimensionnel.

Le développement de l'économie solidaire passe autant par la reconnaissance politique entre acteurs et réseaux que par le développement des échanges économiques. Il existe déjà des associations ou des réseaux qui regroupent certaines expériences ou entreprises solidaires dans certaines régions du monde, par exemple le Groupe réseau d'économie solidaire (GRESP) au Pérou, le Groupe d'économie solidaire (GESQ) au Québec, le Mouvement d'économie solidaire (MES) en France, le Forum brésilien de socio-économie solidaire (FBSES) au Brésil, le Réseau d'économie alternative et solidaire (REAS) en Espagne. À Québec, en octobre 2001, à l'occasion de la seconde "Rencontre internationale pour la globalisation de la solidarité", une commission de liaison formée d'animateurs provenant de quatre continents a été créée dans le but de faciliter l'arrimage entre les réseaux continentaux en vue de la tenue d'une troisième Rencontre internationale (1). Il apparaît impératif que les différentes composantes de l'économie solidaire se reconnaissent mutuellement comme acteur collectif de transformation sociale.

Proposer un autre modèle pour l'économie, le développement et la mondialisation suppose que l'économie solidaire s'inscrive dans une vision large de la société, qui facilite et reconnaisse l'expansion des dynamiques solidaires

qui conjuguent redistribution et réciprocité. La diversité des initiatives de l'économie solidaire et de leur conceptualisation rend difficile la reconnaissance de cette autre manière de définir et de faire de l'économie. Celles-ci ne sont pas à l'abri d'une certaine concurrence entre acteurs et réseaux vis-à-vis des institutions et de l'opinion publique, qui ont souvent le sentiment d'avoir davantage affaire à une constellation qu'à un mouvement social visible. Si, au Nord, les critères de l'autonomie de gestion, de but non lucratif ou de réinvestissement dans un patrimoine collectif semblent relativement bien délimiter le champ de l'économie sociale et solidaire (l'approche anglo-saxonne recourt à la notion de tiers secteur ou de secteur sans but lucratif, ce qui exclut les coopératives), les critères sont plus larges au Sud où une partie des micro-entreprises individuelles et familiales et des associations de micro-entrepreneurs sont intégrés dans ce vaste ensemble du solidaire. L'économie domestique est également englobée dans l'économie solidaire au sens le plus large, mais certaines approches l'en excluent pour se centrer sur la production marchande.

Faire connaître les expériences existantes et le modèle de développement solidaire aux mouvements sociaux et plus largement à la société civile est indispensable pour qu'ils intègrent l'économie solidaire comme un facteur essentiel de construction d'un modèle alternatif à la globalisation néo-libérale. Sur les territoires, mieux articuler l'invention de pratiques économiques responsables et solidaires à la résistance politique à la globalisation du capitalisme passe par un rapprochement avec les mouvements sociaux (syndicalistes, consommateurs/citoyens, femmes, écologistes, paysans...) qui, trop souvent, méconnaissent les pratiques d'économie solidaire. Leur contribution critique est indispensable pour en promouvoir les activités et en éviter les dérives.

L'Organisation des Nations unies, l'Organisation mondiale du commerce, le Fonds monétaire international, la Banque Mondiale, le Bureau international du travail doivent revoir leur approche libérale du développement et leurs politiques financières de manière à intégrer l'économie solidaire comme une composante incontournable du développement durable. Cette interpellation doit être relayée au niveau continental où l'intégration des économies passe, comme dans l'Union européenne ou la future ALCA (Accord de libre commerce des Amériques), par la création de zones de libre-échange qui ne font aucune place ni à l'économie publique, ni à l'économie solidaire.

Plus généralement, il s'agit de faire alliance avec la "société civile mondiale" en construction. Le mouvement critique de la mondialisation libérale tel qu'il s'est exprimé à Seattle, à Porto Alegre ou à Mumbai intègre plus ou moins l'économie solidaire à ses multiples voix.

En Afrique comme en Amérique latine, les promoteurs de l'économie sociale et solidaire sont souvent impliqués dans les mouvements de protestation contre les politiques des institutions multilatérales, de commerce international, pour l'annulation de la dette ou contre les rencontres du G8. Les alliances entre acteurs sont fréquentes. Au Nord, la distance entre mouvements protestataires et mouvements de l'économie solidaire est plus forte. Les "altermondialistes" se méfient d'une économie solidaire dans laquelle ils perçoivent des "services sociaux de misère", dans lesquels les travailleurs et les travailleuses seraient sous-payés et sous-professionnalisés. Pour plusieurs, la priorité est de défendre

et de restaurer les capacités de l'État à réguler et redistribuer face à l'autonomisation des firmes multinationales et l'extension du libre-échange.

Du côté des acteurs de l'économie sociale et solidaire, la protestation et l'agitation sans propositions s'appuyant sur des pratiques et des expérimentations socio-économiques semblent parfois stériles et contre-productives. Réduire la distance suppose d'abord de mieux se connaître afin de lever les malentendus. L'organisation d'un village de l'économie sociale et solidaire lors du Forum social Européen de Paris St-Denis en novembre 2003 témoigne d'un intérêt et d'une reconnaissance mutuels. Ensuite, l'alliance devrait aboutir à la reconnaissance de la contribution majeure de l'économie solidaire à la résistance à la marchandisation de la vie sociale, d'une part, et à la construction et la démocratisation de nouveaux droits et de nouvelles formes de régulation publique au niveau international. À ce titre, nous proposons donc de :

Proposition

Développer la structuration en réseaux locaux, nationaux, continentaux et internationaux des différents acteurs de l'économie solidaire afin qu'ils se reconnaissent mutuellement comme acteur collectif pouvant participer au développement social et économique de territoires spécifiques et comme acteurs du changement social.

Proposition

Exercer des pressions sur les institutions multilatérales et continentales (Nations unies, Organisation mondiale du commerce, Fonds monétaire international, Banque mondiale, Bureau international du travail) pour qu'elles revoient leurs politiques et intègrent l'économie solidaire comme une composante incontournable du développement durable. Instaurer un lobby international vis-à-vis du Programme des Nations unies pour le développement pour que la méthodologie et les indicateurs de développement humain incorporent le degré d'association et de solidarité.

Proposition

Proposer des politiques publiques du point de vue de l'économie solidaire et avec la participation de ses acteurs et actrices. Par exemple, promouvoir le développement de programmes publics orientés vers l'économie familiale et qui incluent les dimensions de la solidarité et du genre.

Proposition

Faire connaître et valoriser l'économie solidaire par la mise en œuvre de stratégies de communication, d'éducation et d'information pour créer des courants d'opinion et faciliter le lobbying national et international.

Quatre scénarios pour le développement de l'économie solidaire

Laurent Fraisse

Depuis 2001, l'économie solidaire est devenue l'un des grands thèmes débattus dans les conférences et les ateliers du Forum social mondial (Porto Alegre, Mumbai) ou du Forum social européen (Florence, Paris St-Denis). L'inscription des mouvements d'économie solidaire dans la mouvance altermondialiste est le résultat d'une conjoncture particulière, la montée des initiatives et projet d'économie solidaire au Brésil et Amérique Latine, mais aussi de l'ambition, pas toujours assumée par ses partisans, que l'économie solidaire constituerait un projet de société, une alternative au néo-libéralisme.

L'économie solidaire recouvre des initiatives socio-économiques aussi diverses que le commerce équitable, les finances solidaires, les services de proximité (services à la personne, notamment la garde d'enfants et l'aide aux personnes âgées, les services d'amélioration du cadre de vie, culturels et de loisirs), la gestion de services urbains par les habitants, les cuisines collectives et les restaurants interculturels de femmes, les systèmes d'échanges locaux et les réseaux d'échanges de savoirs, l'autoproduction et les jardins communautaires, l'agriculture durable et les magasins biologiques, l'appui à l'entrepreneuriat collectif et à la création d'activité par les chômeurs. Plus largement, l'économie solidaire peut être définie comme "l'ensemble des activités contribuant à la démocratisation de l'économie à partir d'engagements citoyens" (Laville, 1999, p. 127). Parler ainsi de démocratisation de l'économie et d'engagements citoyens comme visée de l'économie solidaire revient à fortement valoriser sa dimension politique. Pourtant, celle-ci est généralement sous-estimée dès lors qu'il s'agit de promouvoir l'économie solidaire auprès du grand public et des décideurs politiques. En effet, les arguments les plus souvent avancés pour justifier une politique en faveur de l'économie solidaire sont d'abord d'ordre économique et social avant d'être politique.

L'intérêt, mais aussi les limites, des débats autour de l'économie solidaire et de la mondialisation dans des lieux comme le Forum social mondial est d'inciter les intervenants à assumer et à préciser la visée normative souvent implicite de leur conceptualisation ou de leur pratique, généralement mise en veilleuse au nom de la prudence et des conventions académiques pour les chercheurs, ou au nom de l'urgence des actions à mener et de l'adaptation aux politiques publiques pour les responsables d'initiatives et de réseaux. Bref, les débats sur la mondialisation laissent place à un peu plus d'imaginaire social en s'obligeant à se demander "à quelles conditions l'économie solidaire peut-elle incarner une alternative au néo-libéralisme", "en quoi elle peut contribuer à la construction d'une autre mondialisation". Dit autrement, l'enjeu est d'affirmer et de définir les contours d'un projet politique mobilisateur ou d'un modèle de développement dont les initiatives d'économie solidaire seraient porteuses.

Disons tout de suite que le passage de l'affirmation de valeurs fondatrices (solidarité, coopération, démocratie...) à un projet politique explicite n'est pas un exercice facile. Certains refusent de se lancer dans un registre programmatique au risque de passer pour des utopistes ou des idéologues, et préfèrent en rester à des exposés explicatifs ou aux témoignages d'expériences. En outre, l'ancrage local des activités d'économie solidaire et l'absence d'un vocabulaire commun pour désigner ces activités socio-économiques accentuent les différences institutionnelles et culturelles des expériences nationales ou continentales et ne facilitent pas la définition commune d'un projet collectif.

Pour autant, à travers les différents débats et contributions tournant autour de l'économie solidaire, il est possible de dégager des éléments et des stratégies afin de différents scénarios face à la mondialisation. Sans doute vaut-il mieux parler de sensibilités ou de tendances que de véritables projets politiques. Nous les présentons ici sous la forme de quatre scénarios, du moins au plus radical dans le degré de rupture avec le néo-libéralisme.

Le scénario social-libéral : reconnaître les entreprises sociales sur le marché

Ce scénario intègre un projet politique minimal qui est celui de la reconnaissance des entreprises sociales sur le marché. Le slogan "une autre économie est possible" signifie ici avant tout qu'une autre entreprise est possible. Dans un contexte de libéralisation des échanges aux niveaux continentaux (Union européenne, ALCA) et international (Organisation mondiale du commerce), l'enjeu est de faire reconnaître comme légitimes à la fois d'autres statuts juridiques d'entreprise que la société de capitaux, d'autres formes d'entrepreneuriat que la création individuelle d'entreprise, d'autres formes de financement que l'émission d'actions sur les marchés financiers.

Certaines propositions politiques d'un tel scénario sont d'ores et déjà en discussion, comme la reconnaissance au niveau de l'Union européenne des statuts des mutuelles, des coopératives et des associations, ainsi que le revendiquent les réseaux européens de l'économie sociale. A l'heure de la dictature des marchés financiers et de la "*corporate governance*", ces statuts représentent des garanties particulières quant à la territorialisation des activités et aux possibilités de combiner activité économique et action sociale.

Une autre voie complémentaire à celle d'une reconnaissance statutaire est la démonstration de la production d'utilité sociale ou de la contribution à l'intérêt général des entreprises sociales. A travers la mise en place de nouveaux outils ou de procédures de certification sociale, de labels ou de systèmes d'évaluation sociétale, ces entreprises sociales pourraient faire valoir leur performance sociale comme un avantage compétitif face à la concurrence (c'est la stratégie de certaines organisations de labellisation de commerce équitable) ou pourraient bénéficier d'avantages fiscaux ou réglementaires spécifiques.

Enfin, l'entreprise sociale sur le marché peut également se décliner sous la forme d'une économie d'insertion : réintégration des chômeurs et des précaires dans le marché du travail par l'intermédiaire des entreprises d'insertion, insertion des petits producteurs du Sud dans le commerce international via le commerce équitable, accès au microcrédit pour les exclus du système bancaire qui

entreprennent de créer leur propre emploi ou leur entreprise. La démocratisation de l'économie peut être ici qualifiée de minimale au sens où il s'agit de permettre à ceux qui sont à la marge du système économique de pouvoir accéder aux normes de travail, de consommation et d'épargne dominantes sans véritablement les remettre en cause.

Dans tous les cas (reconnaissance statutaire, utilité et responsabilité sociale, insertion par l'économique), le marché (2) comme mode de régulation des échanges n'est pas vraiment contesté. C'est pourquoi ce scénario peut être désigné comme social-libéral. Si la reconnaissance des entreprises sociales passe par un certain nombre d'avancées juridiques qui régulent et encadrent les marchés, la transformation du modèle de développement passe avant tout par la construction d'un rapport de force économique favorable aux entreprises sociales. Il s'agit non seulement de faire la démonstration que les entreprises sociales, de par leurs modes d'organisation et de financement, sont compétitives économiquement, mais qu'elles peuvent, en changeant d'échelle et en gagnant des parts de marché, influencer positivement sur les pratiques sociales de leurs concurrents capitalistes. Il s'agit d'utiliser l'arme économique pour diffuser, via le jeu de la concurrence, des modes de gestion plus démocratiques, de consommation plus responsables ou d'épargne plus solidaires.

Dans ce scénario, le rapprochement avec le mouvement altermondialiste n'est pas plus prioritaire que le dialogue avec l'économie dominante (il est aussi important d'être à Davos qu'à Porto Alegre). Devenir un interlocuteur crédible et durable des institutions multilatérales (Organisation mondiale du commerce, Bureau international du Travail, Union européenne, etc.) est tout aussi essentiel. La participation aux Forums sociaux vise moins à créer des alliances politiques avec les mouvements sociaux qu'à faire la promotion des entreprises sociales auprès d'un public militant et à renforcer les coopérations économiques internationales.

Le scénario d'une démocratisation de l'économie : l'économie plurielle face à la marchandisation

La démocratisation de l'économie est la visée normative sous-jacente à ce scénario. "Démocratiser l'économie de marché internationalisée, soutenir l'économie de marché territorialisée, relégitimer l'économie non marchande, prendre en considération l'économie non monétaire et reconnaître l'économie solidaire", telles pourraient être les grandes lignes de ce nouveau contrat social (Roustang *et alii*, 1996). La prétention à faire modèle de développement va donc au-delà de la reconnaissance de la spécificité statutaire ou sectorielle des entreprises et d'initiatives d'économie solidaire et pose l'ambition de peser globalement sur les modes de régulation économique. En cela, le projet de démocratisation de l'économie va plus loin que la reconnaissance d'un espace gestionnaire, fût-il démocratique, dans une organisation productive ou un tiers secteur.

La démocratisation de l'économie passe par une institutionnalisation et une régulation de l'économie plurielle, qui devient un enjeu politique majeur dans un contexte où l'idéologie néo-libérale tend à réduire l'économie au marché, la motivation d'entreprendre à la recherche du profit, l'allocation optimale des

ressources aux vertus de la concurrence, le développement des sociétés à la croissance du Produit intérieur brut. Or, la libéralisation des marchés et la marchandisation toujours plus poussée de biens et services constituent une menace pour le bon fonctionnement de la démocratie non seulement parce qu'elles soustraient du débat politique un nombre croissant de choix économiques qui affectent la vie quotidienne, mais aussi parce qu'elles creusent les inégalités sociales et géographiques, et augmentent le sentiment d'impuissance collective face à l'avenir.

Ce scénario vise à un rééquilibrage de l'économie en proposant une économie plurielle qui contienne le marché, réhabilite l'intervention publique en matière économique et fasse aussi place à une régulation économique fondée sur les formes de réciprocité démocratique, qu'on les appelle coopération, partenariat, contractualisation, espaces publics de proximité, etc. Une véritable économie plurielle, ce n'est pas seulement la reconnaissance d'une pluralité de formes d'entrepreneuriat, mais aussi l'indispensable pluralité de formes de régulation socio-économiques (redistribution étatique, marché concurrentiel et réciprocité démocratique). Pour autant, en se situant délibérément dans la perspective d'une économie plurielle avec marché, ce scénario affirme à la fois qu'une économie non capitaliste existe et est efficace, mais aussi qu'il serait illusoire de faire de son développement les bases d'une société alternative où les formes particulières d'échanges et d'organisation de l'économie solidaire s'étendraient progressivement à l'ensemble des activités économiques. Autrement dit, la pluralité des formes d'organisation et de régulation économiques est une valeur en soi qu'il s'agit de préserver face à l'hégémonie du marché.

Pour prétendre contribuer à la démocratisation de l'économie par des initiatives citoyennes, les acteurs et les réseaux de l'économie solidaire ne peuvent se contenter de peser sur les régulations territoriales de proximité et doivent investir des nouveaux espaces publics en construction à l'échelle européenne et internationale. Le vecteur de la transformation sociale passe moins par un rapport de force économique sur les marchés que par une contestation politique des régulations économiques néo-libérales, ce qui suppose notamment une alliance avec le mouvement altermondialiste. En effet, face au déficit de débat démocratique sur les questions économiques au niveau des institutions européennes comme multilatérales, les opinions publiques nationales ont été sensibilisées aux grands enjeux de la mondialisation autrement que par les canaux classiques de la démocratie parlementaire ou sociale, dont les instruments s'avèrent insuffisants pour parvenir à de nouveaux compromis institutionnalisés moins favorables au marché et aux entreprises de capitaux.

Une reconnaissance légale des initiatives d'économie solidaire sur une base nationale ne sera pas suffisante pour aller vers un modèle de développement plus démocratique et solidaire tant que les contraintes économiques de la mondialisation seront aussi prégnantes. Aussi la régulation de l'économie plurielle passe-t-elle par des prises de positions communes avec les mouvements sociaux sur les grands enjeux de la mondialisation : les conditions de la libéralisation du commerce par l'Organisation mondiale du commerce, la financiarisation de l'économie, la réforme de l'Etat et les services publics, la place et le rôle des multinationales, le développement durable, etc. Le risque d'un tel projet est celui du grand écart entre de forts engagements politiques des réseaux

d'économie solidaire sur les régulations économiques mondiales et des réalisations économiques locales qui restent fragiles.

Le scénario post-capitaliste : l'économie solidaire comme fondement d'une économie alternative

Le scénario post-capitaliste réinscrit les entrepreneurs de l'économie solidaire comme des précurseurs de modes de production et de consommation alternatifs à la globalisation néo-libérale. L'objectif visé est d'instituer "une collaboration solidaire internationale" (Mance, 2003, p. 51) à travers des réseaux de production, de distribution et de consommation entre des initiatives économiques de la société civile qui ne sont aujourd'hui solidaires que sur un bout de la chaîne économique. "En articulant la consommation solidaire à la production, la commercialisation et les finances, l'économie solidaire amplifie les possibilités d'échanges commerciaux de chaque agent, sans éloigner l'activité économique de son but primordial, qui est de répondre aux besoins de base de la société" (Arruda, 2002, p. 3). Le fonctionnement en réseaux serait au fondement de circuits solidaires à même de se substituer à terme à la compétition marchande et à l'accumulation capitaliste tout en reliant le local au global. L'utopie est donc que l'articulation en réseau d'un nombre croissant de consommateurs, d'entreprises et de secteurs de l'économie solidaire crée, à un moment donné, un point de rupture à même de déboucher sur une société post-capitaliste. Il ne s'agit plus ici de contenir le marché dans le cadre d'une économie plurielle à la tonalité par trop libérale, mais bien de le remplacer par d'autres formes d'échanges fondés sur la coopération et la solidarité.

Ce scénario trouve sa formulation la plus forte en Amérique du Sud, notamment chez des auteurs comme Arruda, Corragio, Mance. D'une certaine manière, on pourrait y voir la volonté d'articuler et de généraliser les expériences sud-américaines des coopératives autogestionnaires, du budget participatif, des réseaux d'échanges et de consommations solidaires (systèmes de troc, monnaies sociales) pour construire un système socio-économique alternatif. L'économie solidaire y est perçue comme une économie du travail démocratisée par opposition à l'économie du capital. En filigrane, ce scénario renoue avec le projet politique de l'associationnisme et des socialistes utopistes du XIXe siècle (Owen, Leroux, Proudhon, etc.) qui a précédé l'institutionnalisation et la normalisation des entreprises sociales.

Dans ce scénario, il ne peut y avoir de transformation politique et sociale de nos sociétés sans une transformation économique. Les Forums sociaux sont les lieux naturels pour mener à bien cette double stratégie politique et économique. Celle-ci passe par une contestation forte des institutions de la globalisation néo-libérale (Fonds monétaire international, Banque mondiale, Organisation mondiale du commerce), des firmes multinationales et de l'impérialisme américain, mais surtout par la construction d'un rapport de force économique à travers le développement à l'échelle internationale de réseaux de production, d'échanges et de consommation solidaire à même de donner corps à une véritable globalisation de la solidarité.

Le scénario de l'après-développement : l'économie solidaire comme voie d'une décroissance soutenable

Ce scénario part d'une critique de l'économicisme et du progressisme des trois scénarios précédents. Chacun d'eux accorderait trop d'importance à l'économie, fût-elle solidaire, dont la place envahissante est bien le principal mal de la mondialisation actuelle. Les aménagements institutionnels du projet de l'économie plurielle peuvent certes permettre à certaines entreprises et activités solidaires d'être compétitives et de se développer en trouvant un créneau sur le marché mondial ou en devenant les partenaires des pouvoirs publics. Mais loin d'humaniser l'économie, cette stratégie ne parviendra au mieux qu'à limiter les dégâts de la mondialisation, non à changer sa nature profonde. Plus largement, il est vain de vouloir "globaliser la solidarité" par une mise en réseau des entreprises et activités d'économie solidaire et espérer fonder ainsi une hypothétique économie alternative à même de rivaliser avec le capitalisme au niveau mondial. Il serait plus sage de tenir compte des leçons de l'histoire (3) et de ne pas rejouer la même partie que le mouvement associationniste au XIXe siècle. Finalement, la réussite économique du mouvement coopérativiste puis de l'économie sociale s'est accompagnée d'un abandon progressif de toute prétention politique à construire une autre société. Pourquoi ce qui a échoué hier dans un cadre national réussirait aujourd'hui dans un cadre mondial ? Au contraire, les exigences de la compétition internationale (recherche de la taille optimale, délocalisation, accès aux marchés des capitaux) ne peuvent qu'accélérer la banalisation des entreprises sociales et la récupération de leurs innovations socio-économiques.

Le nœud du problème est que les projets de démocratisation de l'économie ou de post-capitalisme restent prisonniers de l'imaginaire économique, de la pensée progressiste et de sa prétention à parvenir à un développement solidaire et durable en étendant, par la réforme ou la révolution, les principes de la démocratie moderne au champ de l'économie. Or, le développement durable n'est qu'un mythe qui masque la recherche désespérée d'une maîtrise de la croissance économique sans fin et du progrès technologique qui menace l'équilibre écologique de la planète. L'extension du mode de vie occidental, y compris avec sa démocratie, ses droits sociaux et son "tiers secteur", au reste de la planète n'est culturellement et écologiquement pas soutenable. Offrir à tous les bienfaits de la modernité est une promesse illusoire qui ne fait que réactualiser sous une autre forme la mission civilisatrice de l'Occident. C'est pourquoi une décroissance soutenable et conviviale est à terme la seule issue raisonnable.

Dans le scénario de l'après-développement, les activités d'économie solidaire n'ont de pertinence que si elles sont les vecteurs d'une "déglobalisation" et non d'une illusoire humanisation de la mondialisation. La vertu et la portée de l'économie solidaire sont ici plus pédagogiques qu'économiques. Les initiatives alternatives sont une manière de se déprendre, de se désintoxiquer de nos habitudes de travailleurs, de consommateurs, d'épargnants et d'approfondir des formes de "société autonome en marge de l'économie dominante" (Cercle F. Partant, 2002, p. 96).

"Décroître et embellir" et "survivre localement" (*ibid.*, p. 94-97), tels sont les mots d'ordre de ce scénario. Le réencastrement de l'économie dans le social ne

peut se faire qu'en lien avec un réencastrement de l'économie sur les territoires à travers l'invention de circuits économiques courts reliant localement les activités solidaires. Les entreprises solidaires ne seront alternatives que si elles renoncent à jouer la carte de l'adaptation au commerce international pour, à l'inverse, définitivement s'inscrire dans une stratégie de "déglobalisation". Cela passe par une réhabilitation, une valorisation et une réinvention des formes d'économies communautaires, informelles et non monétaires, des pratiques d'autoproduction et d'autoconsommation, des savoir-faire traditionnels et artisanaux, des systèmes d'échanges locaux, autrement dit de tous les modes de production et de consommation qui ne visent pas à l'accumulation illimitée des richesses et à la course à la productivité. Ce n'est qu'en rompant avec la logique de "croître ou périr" dictée par la compétition économique que les pratiques d'économie solidaire constitueront des alternatives crédibles au "toujours plus" de croissance, de consommation et d'emplois (4) qui se présente comme l'horizon indépassable de l'évolution de nos sociétés.

Dans ce scénario, l'alliance avec le mouvement altermondialiste n'est pas une priorité, dans la mesure où la majorité des organisations qui y participent font d'une régulation de l'économie par des instances internationales visant à une redistribution plus équitable de la richesse produite au niveau mondial la finalité du changement social. Mondialiser les luttes contre le capitalisme, c'est encore concéder trop d'importance à l'économique. Les prises de conscience collective sur l'impasse du système économique actuel passent tout autant par une mobilisation politique que par les crises sociales et écologiques majeures. Penser un après-développement suppose moins un combat politique qu'une stratégie de contournement du système économique dominant à travers des pratiques solidaires dissidentes qui font la démonstration que "d'autres mondes sont possibles, pas une autre mondialisation" (Latouche, 2002).

Allier convictions et responsabilités

Ces scénarios ne sont que la cristallisation de sensibilités exprimées par des chercheurs et acteurs de l'économie solidaire, notamment à l'occasion des Forums sociaux. Ils ne sont pas portés en tant que tels par des mouvements ou organisations. Ils ne sont pas d'ailleurs incompatibles les uns avec les autres. Mais à l'heure où le mouvement altermondialiste est sommé de passer de la contestation à la proposition, ils sont utiles pour esquisser ce que peut être la contribution de l'économie solidaire à la construction d'un autre monde.

Au-delà des différences entre ces projets pour l'économie solidaire, on peut souligner une similitude. La principale est, pour reprendre le thème de la déclaration de la rencontre globalisation de la solidarité de Québec 2001, le principe d'à la fois "résister et construire", autrement dit de ne pas se contenter d'une posture contestataire sans propositions, mais de s'appuyer sur des pratiques et des expérimentations socio-économiques citoyennes. La construction d'une autre mondialisation passe non seulement par une mobilisation politique mais également par un comportement citoyen et solidaire dans les actes économiques de la vie quotidienne : participer à la création et au développement de services de proximité, à la gestion avec les habitants des services urbains dans son quartier, consommer équitable, épargner solidaire... sont également des moyens de contester au quotidien l'économie dominante.

Bref, il y a une attitude commune qui allie éthique de la conviction et éthique de la responsabilité

Annexe.

Lancement du chantier "Vision globale d'une socio-économie solidaire"

2003

La socio-économie solidaire doit-elle être vue comme une façon de tempérer les problèmes sociaux créés par la globalisation néolibérale ? Ou bien celle-ci a-t-elle la capacité et la volonté de construire les fondements d'une mondialisation humaine ; une voie vers le développement égalitaire, participatif et durable pour satisfaire rationnellement les besoins de tous et de chaque habitant de la Terre, et ce d'une façon responsable en termes intergénérationnels ? Quelle sorte d'éducation est susceptible de développer chez les êtres humains les connaissances et les aptitudes nécessaires à l'"administration de leurs propres foyers" ? (En grec, *eco* signifie maison et *nomos* administration, soins).

Le chantier du Pôle de socio-économie solidaire portant sur la "vision d'une socio-économie solidaire" se préoccupe du fait que la mondialisation actuelle fonctionne de telle façon qu'elle limite les opportunités de travail et qu'elle conduit à une augmentation radicale des taux de chômage et de sous-emploi, tout en excluant les travailleurs de la gestion des moyens et des ressources de la production de richesse, et du marché capitaliste. La concurrence, principe sur lequel s'appuie le marché, crée des affrontements entre les travailleurs eux-mêmes, les entreprises et les pays dans une guerre sans frontières, où tous sont ennemis de tous et où ceux qui triomphent sont les plus forts, les plus riches et, souvent, les plus corrompus ou ceux qui sont à l'origine de la corruption. L'histoire démontre que le nombre de personnes ne pouvant partager que leur pauvreté et leur désespoir croît à une vitesse vertigineuse. Dans un monde qui produit suffisamment d'aliments pour pouvoir nourrir le double des habitants de la Terre, 840 millions de personnes souffrent de malnutrition et de faim. Par ailleurs, le concept de richesse et les indicateurs de résultats économiques semblent être limités à la valeur des échanges de biens et de personnes, tandis que sont ignorées d'autres valeurs, telles que les conséquences sociales et environnementales de l'activité économique elle-même.

Comment faire pour que l'économie soit plus démocratique et plus solidaire ?

Dans ce contexte, se sont épanouies un ensemble de pratiques dans les relations socio-économiques, qui prennent différents noms : économie solidaire, économie sociale, socio-économie solidaire, économie humaine, économie populaire, économie de proximité, etc. A court terme, l'objectif de ces pratiques est d'assurer la survie et l'amélioration de la qualité de vie de millions de personnes dans le monde entier. Toutefois, elles supposent aussi l'introduction d'une série de valeurs et de relations qui sont généralement interdites dans l'économie dominante et qui placent les êtres humains et leurs besoins au centre des échanges économiques. Parmi ces valeurs et ces relations, citons la coopération

solidaire, la responsabilité partagée, la réciprocité et la répartition des biens matériels et non matériels. Ces pratiques démontrent qu'une autre économie est possible, qui permettrait que les "habitants de la maison" redeviennent le but essentiel de son édification et qu'ils partagent entre eux son administration.

Ce phénomène implique un nouveau paradigme économique, moyennant la création d'un dialogue multiculturel susceptible d'engendrer une vision commune et un projet partagé, qui serviront de guide aux actions de millions de personnes s'engageant à faire triompher une économie humanisée. Un paradigme qui reconnaisse des formes très diverses d'organisation de la propriété, d'administration et de modes d'appropriation des fruits du travail humain, pourvu qu'il s'agisse toujours de moyens visant à attribuer des pouvoirs à tous les travailleurs et n'imposant pas l'exploitation du travail, de la connaissance et de la créativité des autres, ni d'ailleurs la destruction de la nature. Ce chantier a pour but de réunir les personnes et les organismes qui seraient disposés à partager leurs idées, leurs expériences et des innovations, dans le cadre d'un dialogue recherchant la création d'un espace commun pour la collaboration et l'échange direct. Le travail solidaire fait, de toute façon, partie des réseaux de l'économie solidaire.

La socio-économie solidaire : un apport pour un autre modèle de développement

Outre le fait d'être une initiative destinée à améliorer la vie des plus pauvres, la socio-économie solidaire est un projet pour créer une autre économie et une autre mondialisation. Elle ne traite pas seulement des transactions strictement économiques, mais aussi de l'ensemble des échanges socio-économiques, politiques, culturels et de l'environnement entre les êtres humains et la nature, ainsi que des moyens – technologiques et financiers – qui facilitent ces échanges. La socio-économie solidaire refuse de devoir considérer les êtres humains et la nature comme des biens de consommation et elle promeut le développement, du niveau local jusqu'au global, de l'ensemble des chaînes de production et du système socio-économique dans toute son étendue, pour élargir les opportunités de travail et d'échange, ainsi que les possibilités d'atteindre un bien-être durable et égalitaire pour tous, sans s'écarter de l'objectif prioritaire de l'activité économique : satisfaire les besoins matériels et non matériels de la société et des agents économiques.

Ce chantier a pour but d'approfondir des concepts, comme le respect de l'intégrité de tous les individus, le respect de la diversité, la responsabilité sociale, les bénéfices de la coopération et de l'efficacité socio-économique et systémique, destinés à remplacer les anciennes pratiques de compétitivité et de généralisation et extension maximale du bénéfice individuel. Conscients de faire partie d'un système vaste et organique, chaque agent de la socio-économie solidaire cherche à apporter sa contribution au progrès personnel comme à celui de l'ensemble de la société. Le résultat final sera une meilleure qualité de vie et de travail au niveau individuel pour tous les agents. Les décisions conjointes sur l'efficacité sociale avec les représentants de la communauté et l'utilisation d'excédents contribuent à l'amélioration des conditions de vie pour tous, ainsi qu'à la création d'autres initiatives de coopération. De cette façon, le domaine de la reproduction sociale augmentera solidairement.

Cet atelier abordera les formules concrètes pour obtenir l'émancipation du travail, les connaissances et la créativité des êtres humains qui deviendront ainsi la valeur centrale d'une économie humanisée. Il sera aussi question du développement d'un concept de socio-économie solidaire qui, en accueillant et en intégrant chaque personne et l'ensemble du collectif dans le cadre d'écosystèmes complexes, dépasse le concept *égologique* masculin dominant et reprend la dimension *écologique* féminine, qui est absente dans l'économie dominée par le capital et l'état.

De plus, puisque la socio-économie solidaire est centrée sur le citoyen et sur l'ensemble de la société, eux aussi soumis à des droits et à des obligations, on analysera également dans cet atelier comment il faut réaliser une évaluation plurielle de l'ensemble du système et des activités productives, qui ne peuvent pas être limités aux bénéfices matériels d'une entreprise, mais doivent aussi être envisagés comme une efficacité sociale, mettant en évidence la connexion entre le développement économique et le bien-être ou le bonheur de tous les membres et celui de l'écosystème.

Enfin, le chantier abordera le rôle et la responsabilité des Etats nationaux et des institutions globales en termes de garantie des droits universels des travailleurs, que les mesures néo-libérales essaient d'éliminer ; la distribution des gains de productivité sous forme d'un horaire de travail réduit et un même niveau de salaire et l'adoption de mesures promouvant le respect des droits socio-économiques politiques, culturels et environnementaux de chaque citoyen, de chaque nation et de toutes les nations dans leur ensemble.

Nous vous invitons à participer activement à cet intéressant chantier du PSES.
<http://vision.socioeco.org>

Bibliographie

Arruda, M., "Economie solidaire, fondement d'une globalisation humanisante", contribution du PACS au Forum social mondial 2002. <http://www.pacs.org.br>

Boulianne M., Ortiz H., Fraisse L., " Economie solidaire et Mondialisation ", *Revue du M.A.U.S.S.*, n°21, juin 2003 ;

Cercle François Partant, "Manifeste du réseau européen pour un après-développement (READ)", *Revue du Mauss*, n°20, Paris, La Découverte, 2002.

Favreau, L., Économie sociale et développement dans les sociétés du Sud. *Économie et Solidarités*, 31, 2 : 45-63, 2000.

Fraisse, L., " Espaces publics de proximité, économie solidaire et démocratisation de l'économie ", in *Revue Hermès*, n°36, " Economie solidaire et Démocratie ", 2003, pp.137-147.

Latouche, S., "D'autres mondes sont possibles, pas une autre mondialisation", *Revue du Mauss*, n°20, Paris, *La Découverte*, 2002.

Laville, J-L.(sous la dir.), Economie solidaire, une perspective internationale, Sociologie économique, Desclée de Brouwer, Paris, 2000.

Laville, J-L., Une troisième voie pour le travail, Sociologie économique, Desclée de Brouwer, Paris, 1999.

Mance, E. A., La révolution des réseaux, Descartes et Cie, Paris, 2003.

Ortiz, H., et Muñoz, I. (editores), 1998. *Globalización de la solidaridad. Un reto para todos*. Lima, GES/CEP.

Roustang, G., Laville, J-L., Eme, B., Mothé, D., Perret, B., Vers un nouveau contrat social, Sociologie économique, Desclée de Brouwer, Paris, 1996.

Notes

(1) GRESP : <http://www.gresp.org.pe/> ; GESQ : <http://www.uqo.ca/ries2001/fr/gesq/sectiongesq.htm> ; RBSES : <http://geocities.yahoo.com.br/redebses/index.htm> ; Rencontres internationales : <http://www.uqo.ca/ries2001/LesRencontres/RencontresInter.html>

(2) Par marché, nous entendons un mode d'allocation des ressources principalement fondé sur la concurrence et la compétition entre agents économiques.

(3) Ce passage est largement inspiré de la rencontre avec Serge Latouche organisée par le Groupe d'études et de recherches sur le fait associatif (GERFA).

(4) Pour reprendre une expression de Guy Roustang.

L'Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire

L'Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire regroupe de manière informelle des personnes et des organisations qui ont la volonté d'agir collectivement pour contribuer à des transformations répondant aux défis du XXI^e siècle.

Depuis la fin des années 80, de nombreuses initiatives dans différentes régions du monde, issues des milieux les plus variés, contribuent à la mise en mouvement de divers acteurs sociaux afin d'organiser un vaste processus mondial, susceptible de participer à la recherche de valeurs, de propositions et de règles pour surmonter les nouveaux défis auxquels fait face l'humanité.

Au début des années 90, de nombreuses rencontres continentales, thématiques et collégiales sont organisées. Ce processus aboutit en 1993 à la rédaction de la *Plate-forme pour un monde responsable et solidaire*.

Ce texte, signé aujourd'hui par plusieurs milliers de personnes soit à titre individuel, soit comme représentants d'organisations et de réseaux constitués, dans plus de 115 pays, propose les bases suivantes :

- un diagnostic de la nature et des causes des déséquilibres de notre monde,
- des valeurs et des principes d'action en vue d'un monde plus responsable et solidaire
- des priorités et une stratégie.

Des groupes régionaux se mettent alors en place, des réseaux professionnels et thématiques internationaux sur les grandes questions de notre temps se développent... l'Alliance est lancée. Elle reçoit, entre autres, l'appui financier et technique de la Fondation Charles Léopold Mayer pour le Progrès de l'Homme (FPH).

Il s'agit d'inventer de nouvelles formes d'action collective, allant de l'échelle locale jusqu'au niveau mondial, afin de peser ensemble sur l'avenir d'un monde de plus en plus complexe et interdépendant. Le défi de l'Alliance est de favoriser l'unité dans la diversité, en proclamant la capacité de nos sociétés à comprendre et valoriser la complexité des situations, l'interdépendance des problèmes, la diversité et la légitimité des points de vue géoculturels, sociaux et professionnels.

L'Alliance, espace d'échanges, de réflexions et de propositions, se structure autour de 3 axes principaux d'organisation :

* Les groupes locaux visent à réunir des personnes d'une commune, d'une région, d'un pays, d'un continent, à partir des réalités et des enjeux de leur

société. C'est la **voie géoculturelle**. Elle reflète la diversité des lieux et des cultures.

* Les groupes d'acteurs socio-professionnels veulent susciter le dialogue et la mobilisation dans une profession, un milieu donné (jeunes, paysans, scientifiques, élus locaux...). C'est la **voie collégiale**. Elle reflète la diversité des milieux sociaux et professionnels, leurs préoccupations et responsabilités face à la société et aux défis du monde actuel.

* Les chantiers thématiques cherchent à former des groupes de réflexion sur les grandes questions qui concernent notre avenir commun (gestion durable de l'eau, intégration régionale et mondialisation, marchés financiers, art et société...). C'est la **voie thématique**. Elle reflète la diversité des défis auxquels l'Humanité est confrontée pour le XXIème siècle. Les chantiers thématiques sont regroupés en quatre pôles : Valeurs et Culture, Economie et Société, Gouvernance et Citoyenneté, Humanité et Biosphère.

Les années 2000 et 2001 marquent une étape dans l'histoire de l'Alliance.

En effet, cherchant à tirer parti de la richesse et des expériences accumulées par ces groupes de réflexion tout en s'articulant à des dynamiques citoyennes convergentes, l'Alliance s'est donnée comme objectif d'aboutir à des propositions concrètes, collectivement élaborées. C'est ainsi qu'ont été organisées :

- des **rencontres internationales**, au sein de chaque chantier thématique et de chaque collège,
- **quatre Assemblées continentales simultanées** (Afrique, Amériques, Asie, Europe) et une rencontre régionale dans le monde arabe (au Liban) en juin 2001.
- une **Assemblée mondiale de Citoyens** qui s'est tenue en décembre 2001 à Lille (France), réunissant plus de 400 participants du monde entier selon des critères stricts d'équilibre régional et professionnel.

L'ensemble de ces rencontres ont permis l'élaboration d'une soixantaine de **cahiers de propositions pour le XXIe siècle** et d'une **Charte des responsabilités humaines**, édités en plusieurs langues et dans différents pays.

Depuis le début de l'année 2002, l'Alliance s'engage dans un processus de diffusion et de valorisation de ces résultats. Les réseaux s'élargissent, se diversifient et leurs thèmes de travail deviennent de plus en plus transversaux. Par ailleurs, ils renforcent des liens avec les autres démarches visant à une autre mondialisation.

Pour plus d'informations, nous vous invitons à consulter :

Le site de l'Alliance (<http://www.alliance21.org>) présente en trois langues (français, anglais et espagnol) l'histoire de l'Alliance, les défis auxquels elle répond, les chantiers et les forums de discussion qu'elle accueille.

Les coordonnées et la présentation des personnes impliquées sont répertoriées sous forme d'**annuaire**, consultable sur le web.

Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire
a/s FPH
38 rue Saint-Sabin, 75011 Paris – France
Tél : +33.(0)1.43.14.75.75
Fax : +33.(0)1.43.14.75.99

E-mail : info@alliance21.org
Site internet : <http://www.alliance21.org>

Le Pôle socio-économique de solidarité

Le Pôle Socio-économie solidaire (PSES) s'est créé en 1998 dans le cadre de l'Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire à partir du constat que l'extension des échanges marchands engendre des déséquilibres économiques, sociaux, culturels et environnementaux inédits par leur ampleur et leur dimension planétaire :

- * entre un modèle de développement exclusivement marchand, productiviste et d'autres manières de produire, distribuer et consommer la richesse ;
- * entre la promesse moderne d'un épanouissement par un enrichissement matériel et des relations humaines qui, se font plus rares et distantes, et s'appauvrissent ;
- * entre des hommes et des femmes pressés par la course à la compétitivité et à la productivité, et d'autres, chômeurs, précaires ou exclus ;
- * entre des pouvoirs politiques nationaux qui perdent leur capacité à orienter l'économie vers le service des citoyens et des pouvoirs économiques qui se renforcent et échappent progressivement à toutes formes de contrôle et de régulation publique ;
- * entre des citoyens, habitants, acteurs locaux qui aspirent à prendre part au développement de leur village, quartier, entreprise, région ou pays et des centres de décisions économiques éloignés et centralisés ;
- * entre les niveaux de vie et les conditions d'échange Nord/Sud ;
- * entre une production industrielle et une consommation de masse qui se généralisent, et un environnement naturel dont les ressources s'épuisent.

Loin d'être indépendants, ces déséquilibres font système et appellent des réponses cohérentes et globales. Le PSES est une invitation, pour tous les acteurs économiques qui le souhaitent, à mettre en pratique une économie au service de l'humanité, à faire alliance pour tenter de peser, à leur niveau, sur les orientations économiques qui les concernent. C'est un lieu de réflexion, d'échange d'expériences et de mise en œuvre d'actions collectives qui se propose d'apporter des réponses innovantes face aux enjeux économiques et sociaux du XXI^e siècle.

Dès le départ, le PSES s'est voulu porteur de propositions et de transformation. Ses objectifs se résument ainsi :

- * mise en place d'un processus participatif et collectif permettant de créer des alliances dans la durée ;
- * construction d'un réseau de partenaires et d'alliés à niveau national, continental et global, à même d'élaborer des propositions et d'entreprendre des actions pour surmonter les déséquilibres socio-économiques actuels ;
- * diffusion et la vulgarisation de réflexions, orientations et expériences innovantes pour aider à se défaire des modèles de pensée dominants et des pratiques économiques excluantes.

Pour ce faire, le PSES s'est organisé, début 2001, en quinze chantiers thématiques *. Ils ont fonctionné sous forme de quinze forums électroniques, qui ont réuni au total environ 600 personnes, suivis de quinze rencontres, qui ont

réuni environ 350 personnes parmi les plus actives. Chaque chantier a rédigé un cahier de propositions pour le XXIème siècle; ces cahiers ont ensuite été largement diffusés à l'Assemblée mondiale des citoyens, au Forum social mondial de Porto Alegre et au cours des rencontres dans lesquelles interviennent animateurs et participants du PSES.

*** Les 15 chantiers initiaux :**

Travail, emploi et activités économiques	Entreprise et solidarité
Production, technologie et investissement	Consommation éthique
Politique Fiscale	Finance solidaire
Vers une finance durable	Monnaie sociale
Dette et ajustement	Commerce équitable
Commerce International et OMC	Développement durable
Politiques économiques	Femmes et économie
Economie solidaire	

En 2001 et 2002, le PSES a contribué avec les réseaux d'économie solidaire et ses composantes (commerce équitable, finances éthiques, monnaies sociales, etc.) qui se constituent dans plusieurs parties du monde à préparer les événements sur l'économie solidaire au Forum social mondial et au Forum social européen. Il contribue ainsi à l'internationalisation des concepts de l'Economie Solidaire, à la promotion de méthodes de travail basée sur la prise de décision collective et à l'alimentation en idées et propositions.

Pour sa deuxième phase, le PSES a décidé de privilégier les thèmes transversaux entre les chantiers et de dégager une vision intégratrice de la socio-économie solidaire qui orientera ses actions futures. Tout en conservant une partie des chantiers initiaux, en les fusionnant ou en les élargissant, il lance en 2003 de nouveaux chantiers **.

****Les 15 chantiers en 2003 :**

Vision d'une socio-économie solidaire intégrée	Valorisation plurielle de la richesse et indicateurs socio-économiques
Projets intégrés d'économie solidaire	Outils pédagogiques pour une économie solidaire
Régulations et institutions internationales	Economie, Etat et territoire
Responsabilité sociale des acteurs économiques.	Production, technologie et investissement
Finance solidaire	Vers une finance durable
Monnaie sociale	Commerce équitable et Consommation éthique
Commerce International	Dette écologique et justice environnementale
Femmes et économie	

Si vous souhaitez participer

* En apportant votre expérience, vos interrogations et propositions sur les enjeux socio-économiques ;

- * En participant aux rencontres réunissant les alliés les plus actifs dans les chantiers socio-économiques ;
- * En élaborant collectivement des synthèses thématiques ;
- * En prenant connaissance et en diffusant les réflexions et pratiques mises en avant au sein du PSES ;
- * En construisant un agenda collectif inter-réseaux et en s'invitant réciproquement aux différentes manifestations nationales, continentales et internationales.

Contactez *Françoise Wautiez* <pses-sp@alliance21.org>

Site du Pôle de Socio-économie Solidaire :
<http://www.socioeco.org>

Les cahiers de propositions sur Internet

Tous les cahiers de propositions, qu'ils soient sous forme provisoire ou définitives, et dans toutes leurs traductions, sont disponibles sur le site internet de l'Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire, à l'adresse :

<http://www.alliance21.org/fr/proposals>

Thèmes disponibles :

Valeurs, éducation, cultures, art et science

Education et enseignants – L'éducation à une citoyenneté active et responsable – L'Alliance et les médias – L'Art et l'Identité Culturelle dans la construction d'un monde solidaire – Femmes – Actions et propositions de jeunes pour un changement social – Une diversité culturelle interculturelle à l'ère de la globalisation – Propositions du collège interreligieux – Guerres, génocides, ...face aux situations extrêmes, restaurer l'humanité dans l'humain – Penser la réforme de l'Université – Maîtrise sociale du système de production scientifique – Société de l'information, société de la connaissance : la nécessaire maîtrise sociale d'une mutation – Temps et développement soutenable

Economie et société

Les transformations du monde du travail – Le mouvement syndical à l'aube du 21ème siècle – Exclusion et précarité – Entreprises et solidarité – L'exercice des responsabilités de l'entreprise – L'entreprise responsable – Production, technologie et investissement – Consommation éthique – Politique fiscale, impôt, répartition du revenu national et sécurité sociale – Finance solidaire – Sortir du dédale de la financiarisation : pour une finance au service du Bien Commun – La monnaie sociale : levier du nouveau paradigme économique – Dette et ajustement – Commerce équitable – De l'échec de l'OMC à Seattle ... aux conditions d'une gouvernance globale – Souveraineté alimentaire et négociations commerciales internationales – Le développement intégralement durable, une alternative à la globalisation néo-libérale – Politiques économiques, idéologie et dimension géo-culturelle – Femmes et économie- Economie solidaire – La santé et ses enjeux au 21ème siècle – Les défis de la pêche artisanale au 21ème siècle – L'agriculture et le développement durable – Le droit des peuples à se nourrir et à réaliser leur souveraineté alimentaire – Sécurité Alimentaire – Un carton rouge pour le tourisme ?

Gouvernance et citoyenneté

Les principes de la gouvernance au 21ème siècle – Le territoire, lieu des relations : vers une communauté de liens et de partage – Penser la ville de demain : la parole des habitants – Violences urbaines – Les paysans face aux défis du 21ème siècle – Les leaders sociaux au 21ème siècle : défis et propositions – Autorités locales ou animation locale – Etat et

développement – Alimentation, nutrition et politiques publiques – De la conversion des industries d'armement à la recherche de la sécurité – Les militaires et la construction de la paix – Refonder la gouvernance mondiale pour répondre aux défis du 21ème siècle

Relations entre l'humanité et la biosphère

Education à l'environnement : 6 propositions pour agir en citoyens – Propositions relatives à la question de l'eau – Sauver nos Sols pour Sauvegarder nos Sociétés – Forêts du Monde – Efficacité énergétique – Ecologie industrielle : programme pour l'évolution à long terme du système industriel – Société civile et OGM : quelles stratégies internationales ? – Refuser la privatisation du vivant et proposer des alternatives

Les éditeurs partenaires

Edition en espagnol au Pérou : Centro Bartolomé de las Casas (Cusco)

Renaud BUREAU du COLOMBIER et Camilo TORRES
E-mail: ccamp@apu.cbc.org.pe

Centro Bartolomé de las Casas
Pampa de la Alianza 465
Cusco – Pérou

Tel +51 84 236494
+51 84 232544
Fax +51 84 238255

Edition en portugais au Brésil : Instituto Pólis (São Paulo)

Hamilton FARIA
E-mail: hfaria@polis.org.br
<http://www.polis.org.br>

Instituto Pólis
Rua Araújo, 124 - Centro
São Paulo - Sp - Brésil
CEP 01220-020

Tel: + 55 11 3258-6121
Fax: +55 11 3258-3260

Edition en anglais au Zimbabwe : Non-violent Action for Social Change (Harare)

John STEWART
E-mail: novasc@ecoweb.co.zw

NOVASC (Non-violent Action for Social Change)
PO Box CY369 Causeway
Harare - Zimbabwe

Tel 00 263 4 722168
Fax 00 263 4 703122

**Edition en arabe au Liban :
Centre Culturel du Liban Sud (Beyrouth)**

Ziad MAJED
E-mail: zmajed@hotmail.com

Tel: + 961 1 815 519
Fax: + 961 1 703 630

**Edition en anglais en Inde :
Pipal Tree (Bangalore)**

E-mail: pipaltree@vsnl.com
<http://www.allasiapac.org>

Pipal Tree
Fireflies ashram
Dinnepalya, Uttari village
Kaggalipura Post
Bangalore 560062 - India

Tel : +91 80 843 2 130 / 725

**Edition en chinois :
Yanjing group (Beijing)**

GE Oliver (Haibin)
E-mail: ollie@mail.263.net.cn

Room 521, Goldenland Bldg.
#32 Liangmahe Road, Chaoyang District
Beijing, P.R. China
Postal Code 100016

Fax: +86 10 64643417

Sur le même sujet aux éditions Charles Léopold Mayer :

Economie, le réveil des citoyens

Les alternatives à la mondialisation libérale

Henri Rouillé d'Orfeuil

Ce livre est la meilleure réponse à ceux qui reprochent aux manifestants de Seattle, Porto Alegre ou Gênes de dénoncer sans rien proposer. Commerce équitable, investissement éthique, finance solidaire, entreprises socialement responsables, mouvements de "consomm'acteurs"... : du plus local au plus global, se construisent ainsi des approches citoyennes de l'économie, comme les appelle H. Rouillé d'Orfeuil. Car elles ne se cantonnent plus aux marges de la société mais visent le cœur même de l'économie, tentant de réconcilier durablement la culture de l'éthique et de l'initiative individuelle avec celle du droit et de la solidarité collective.

Ed. La Découverte/Alternatives économiques, 2002, 194 p.

réf commande : XX59- Prix 15 €

Les citoyens peuvent-ils changer l'économie ?

Collectif "engagements citoyens dans l'économie". Actes du colloque tenu à Paris le 14 mars 2002

Au-delà de l'enthousiasme qui résulte chez les promoteurs d'une économie nouvelle (reposant sur le commerce équitable, la finance solidaire, etc.), et des jugements sévères qu'ils adressent à l'économie conventionnelle, y a-t-il une place pour un débat équilibré et responsable sur les performances des formes économiques "différentes" et les conditions de leur changement d'échelle ? Pour la première fois en France, des professionnels et militants de l'économie citoyenne échangent dans ce dossier avec des économistes qui n'étaient pas forcément acquis à leurs thèses.

Ed. C. L. Mayer, 2003, Dossier pour un débat n°124, 134 p.

réf commande : DD124- Prix 8 €

La Révolution des réseaux

la collaboration solidaire comme alternative post-capitaliste à la globalisation actuelle

Euclides André Mance - Traduit du portugais (Brésil) par Marjorie Yerushalmi

Quelle alternative viable et concrète peut-on proposer pour les exclus du mouvement de mondialisation du capitalisme et de globalisation néolibérale ? Euclides André Mance prône l'organisation de réseaux solidaires qui permettront le partage du travail et donc de la consommation avec pour objectif le bien-être

de tous. Dans cet ouvrage, il présente les concepts de collaboration solidaire dans les champs de l'économie, de la politique et de la culture, et pointe les principales différences entre le système de collaboration solidaire et le système en vigueur, centré sur l'accumulation du capital.

Ed. Descartes & Cie, Ed. C.L.Mayer, 2003, 336 p., coll. Gouvernance et Démocratie.

réf commande : GC.11 - Prix 20 €